

Sommaire

Besançon : 26 juin au 1^{er} juillet 2011

8^e université d'été francophone en santé publique

« Fédérer les savoirs et les savoir-faire autour du concept de promotion de la santé »

Textes officiels

- Commissions spécialisées composant le Haut Conseil de la santé publique
- Comité technique des vaccinations (CTV)
- Comité des maladies liées aux voyages et des maladies d'importation (CMVI)

Dossiers

- L'information en éducation et promotion de la santé
Inpes, La Santé de l'homme, n° 410, novembre-décembre 2010.
- Chlordécone aux Antilles : bilan actualisé des risques sanitaires
InVS, BEH, n° 3-4-5, février 2011.

Rapports en ligne

- Rapport relatif aux métiers en santé de niveau intermédiaire : professionnels d'aujourd'hui et nouveaux métiers : des pistes à avancer
Ministère du Travail, de l'emploi et de la santé. Laurent Hénart, Yvon Berland, Danielle Cadet, Bernard Verrier, Elisabeth Fery-Lemonnier, janvier 2011, 57 pages et 42 pages d'annexes.
- État des lieux de la permanence des soins en janvier 2011
Ordre national des médecins, 10 février 2011, 45 pages.
- Cancer
Cancer Info, 2011.
- Systèmes de santé et pauvreté des zones rurales dans la Région européenne de l'OMS
OMS, Bureau Régional de l'Europe, 2010, 34 pages. En anglais.
- Déterminants sociaux de la santé et fracture sanitaire dans la Région européenne de l'OMS
OMS, Bureau régional de l'Europe, septembre 2010, 41 pages. En anglais.
- Alcoolisme en Europe en 2010
OMS, Bureau régional de l'Europe, 2010, 381 pages.

Besançon : 26 juin au 1^{er} juillet 2011

8^e université d'été francophone en santé publique

« Fédérer les savoirs et les savoir-faire autour du concept de promotion de la santé »

Pour cette 8^e Université d'été, la Faculté de médecine et de pharmacie de Besançon, l'Agence régionale de santé en Franche-Comté et leurs partenaires poursuivent en 2011 cette manifestation, en proposant plusieurs modules de formation :

- La santé dans les territoires : entre démarches communautaires et contrats locaux de santé
- Démographie sanitaire : approche et mise en œuvre
- Recherches en santé publique
- Production et utilisation de données qualitatives dans le champ de la santé publique
- Environnement et santé : prévenir les expositions et limiter les risques individuels

Depuis plus d'une quinzaine d'années, de nombreux acteurs francophones de la santé publique, enseignants-chercheurs, décideurs et intervenants de terrain se sont regroupés en réseaux internationaux pour réfléchir sur leurs pratiques et enrichir leur formation.

Le concept de « promotion de la santé » (Charte d'Ottawa, OMS, 1986) est un des axes fédérateurs majeurs de cette démarche. Il constitue le fil conducteur de l'Université d'été, de ses enseignements et de ses débats.

Contacts

Site Internet : <http://www.ars.sante.fr/Univete.96210.0.html>

Courriel : solene.boichat@ars.sante.fr

Téléphone : 03 81 47 82 45 Télécopie : 03 81 83 22 05

Textes officiels

Commissions spécialisées composant le Haut Conseil de la santé publique

Un arrêté en date du 1^{er} février 2011 rappelle les missions des six commissions spécialisées qui composent le Haut Conseil de la santé publique et dresse la composition des membres de droit pour chacune d'entre elle.

Arrêté du 1^{er} février 2011, JO du 9 février 2011.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000023560743&dateTexte=&categorieLien=id>

Comité technique des vaccinations (CTV)

Le comité technique des vaccinations (CTV), rattaché à la commission spécialisée « maladies transmissibles », composé de 17 personnalités qualifiées avec voix délibérative et de 9 membres de droit, a pour missions d'assurer la veille scientifique sur les évolutions et les perspectives en matière de vaccins, d'élaborer la stratégie vaccinale en fonction des données épidémiologiques et d'études bénéfice-risque individuel et collectif et d'études médico-économiques relatives aux mesures envisagées. Il propose également des adaptations en matière de recommandations et d'obligations vaccinales pour la mise à jour du calendrier vaccinal.

Arrêté du 1^{er} février 2011, JO du 9 février 2011.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000023560755&dateTexte=&categorieLien=id>

Comité des maladies liées aux voyages et des maladies d'importation (CMVI)

Le CMVI rattaché à la commission spécialisée « maladies transmissibles », composé de 13 personnalités qualifiées avec voix délibérative et de 9 membres de droit, a pour missions

d'assurer la veille scientifique en matière de pathologies liées aux voyages, d'élaborer des recommandations pour les voyageurs en fonction des données épidémiologiques et des connaissances actualisées en matière de prévention et d'élaborer des recommandations pour éviter l'importation de maladies infectieuses.

Arrêté du 1er février 2011, JO du 9 février 2011

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000023560765&dateTexte=&categorieLien=id>

Dossiers

L'information en éducation et promotion de la santé

Dans son dernier numéro intitulé *S'informer, se documenter en éducation et promotion de la santé*, la revue, *La Santé de l'homme* propose une réflexion concrète sur les enjeux de l'information et de la documentation dans le paysage de la santé publique, tant au plan national que local. En France, les récentes lois de santé publique ont renforcé le droit du patient à être informé de son état de santé, mais si les sources de données sont nombreuses, elles demeurent difficilement accessibles et il semble nécessaire d'apporter au citoyen les clefs pour comprendre l'information sur la santé et la prévention, comme le souligne deux articles de ce dossier. Des articles sur le lobbying des producteurs d'alcool et des industriels du tabac apportent un éclairage sur les stratégies employées par les contre-lobbyistes de santé pour délivrer une information de santé publique crédible et vérifiée scientifiquement. Par ailleurs, l'influence d'Internet dans le champ de la santé publique, notamment en matière de prévention (campagnes nationales, sites d'accompagnement, de conseils...) prend un rôle croissant dans l'information et l'intervention en santé publique. Des descriptions de différents centres de ressources, de réseaux, de bases de données et de sites Internet en information, éducation et promotion en santé publique en France et à l'étranger complètent ce dossier.

Inpes, *La Santé de l'homme*, n° 410, novembre-décembre 2010.

Chlordécone aux Antilles : bilan actualisé des risques sanitaires

Depuis 2008, des études approfondies ont été réalisées pour mieux cerner les transferts de la chlordécone (insecticide utilisé contre le charançon des bananeraies aux Antilles entre 1972 et 1993) aux cultures et aux produits d'élevage et d'une manière plus générale les problèmes sanitaires qu'elle génère sur l'environnement (eau, poissons, animaux, végétaux) et de ce fait sur l'homme. Un rapport de l'OPECST de juin 2009 signalait que les études montraient que la diffusion lente de cette molécule avait pour conséquence que l'on se retrouvait confrontés aujourd'hui à un problème sanitaire à l'échelle mondiale, malgré la mise en place du plan chlordécone 2008-2010, permettant de renforcer le dispositif de surveillance de la pollution et de ses effets sur l'homme. L'un des enjeux majeurs, pour jeter les bases d'une gestion des risques sur une longue période, réside dans l'information partagée par les parties prenantes et accessible à tous. Le second plan chlordécone, élaboré pour 2011-2013, intègre cet objectif et son mode de préparation s'est appuyé sur une forte implication de la société civile et des pouvoirs locaux antillais. Ce numéro thématique « chlordécone aux Antilles » du BEH analyse et évalue la gestion des risques sanitaires liés à la pollution des sols (risque alimentaire, risques cancéreux dont celui de la prostate) en s'appuyant notamment sur des enquêtes de comportement alimentaire. Les données relativement nombreuses, maintenant disponibles, sur l'exposition des populations antillaises au chlordécone, ont permis d'orienter le nouveau plan chlordécone vers quatre axes d'actions : approfondir la connaissance sur l'état de l'environnement et développer des techniques de remédiation de la pollution ; surveiller l'état de santé des populations et améliorer la connaissance des effets sur la santé ; poursuivre la réduction de l'exposition des populations et assurer une qualité de la production locale ; gérer les milieux contaminés et assurer l'information de la population.

InVS, BEH, n° 3-4-5, février 2011.

Rapports en ligne

Rapport relatif aux métiers en santé de niveau intermédiaire : professionnels d'aujourd'hui et nouveaux métiers : des pistes à avancer

Un rapport de mission relatif aux métiers en santé de niveau intermédiaire a été remis le 2 février 2011 aux ministres en charge de la santé et de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ce rapport propose une stratégie et un plan d'action pour faire face aux défis que représentent à l'avenir les nombreuses pathologies liées au vieillissement, à l'accroissement des maladies chroniques, du cancer et des maladies mentales... sans oublier l'inégale répartition en termes géographiques des professionnels de santé. Les propositions énoncées dans ce rapport ont pour but de redessiner la cartographie des métiers en santé en formant des professionnels, relais des médecins, à de nouveaux métiers en santé, pour une meilleure réponse aux besoins et aux attentes de la population, à un coût qui demeurerait raisonnable pour la collectivité nationale.

Ministère du Travail, de l'emploi et de la santé. Laurent Hénart, Yvon Berland, Danielle Cadet, Bernard Verrier, Elisabeth Fery-Lemonnier, janvier 2011, 57 pages et 42 pages d'annexes.

<http://www.sante.gouv.fr/rapport-relatif-aux-metiers-en-sante-de-niveau-intermediaire-professionnels-d-aujourd-hui-et-nouveaux-metiers-des-pistes-pour-avancer.html>

État des lieux de la permanence des soins en janvier 2011

Pour la 8^e année consécutive, le Conseil national de l'Ordre des médecins a entrepris une enquête nationale sur la permanence des soins, assurée par les médecins généralistes et mes modalités de son organisation. Cette enquête a été réalisée pendant le mois de janvier 2011. Le questionnaire, qui comportait 47 questions, a été adressé aux 100 conseils départementaux de l'Ordre de métropole et d'outre-mer en décembre 2010. L'année 2010, avec l'installation des ARS a plutôt bien fonctionné sur le plan de l'organisation de la permanence des soins dans une majorité de départements, donnant satisfaction aux patients comme aux médecins. L'enquête met en exergue l'importance de la concertation entre le conseil départemental de l'Ordre et l'ensemble des partenaires pour trouver des solutions adaptées aux situations locales. Cependant, les conseils départementaux alertent sur les effets délétères de la pénurie de médecins en général, et sur le vieillissement des médecins de garde, bien que de nouvelles formes d'organisation s'installent pour y faire face : renforcement de la régulation médicale libérale, adaptations horaires de la permanence des soins en particulier en nuit profonde, création de nouvelles maisons médicales de garde...

Ordre national des médecins, 10 février 2011, 45 pages.

<http://www.conseil-national.medecin.fr/sites/default/files/ENQUETE%20PDS%202011.pdf>

Cancer

L'Institut national du cancer (INCA), en partenariat avec la Ligue nationale contre le cancer et un groupe d'associations spécialisées dans l'information sur les cancers, vient de lancer un site Internet de conseils pratiques pour venir concrètement en aide aux personnes malades et à leur entourage, pendant et après la maladie. Sur le site, on trouve tous les renseignements nécessaires concernant aussi bien les guides de référence que les ressources pratiques.

Cancer Info, 2011.

<http://www.e-cancer.fr/cancer-info>

Systèmes de santé et pauvreté des zones rurales dans la Région européenne de l'OMS

La pauvreté afflige les campagnes au niveau mondial et particulièrement dans les zones rurales défavorisées où les facteurs de la pauvreté sont aussi les facteurs de la morbidité. Le système de santé est souvent insuffisamment équipé pour répondre aux besoins des populations rurales et les disparités sanitaires entre les zones urbaines et les zones rurales ne font que s'accroître dans certaines régions. Cette analyse des systèmes de santé et de la pauvreté dans les zones rurales de la Région européenne de l'OMS comprend quatre grands chapitres : pauvreté rurale dans la Région : exemples de déterminants sociaux de la santé dans les zones rurales défavorisées ; différences dans la performance des systèmes de santé ; disparités

sanitaires entre les zones rurales et les zones urbaines; conséquences pour les systèmes de santé. Ce rapport reflète les réflexions et les résolutions européennes qui ont été produites pour étudier les moyens pour aplanir les inégalités de santé dans la Région européenne de l'OMS.

OMS, Bureau Régional de l'Europe, 2010, 34 pages. En anglais.

http://www.euro.who.int/data/assets/pdf_file/0019/130726/e94659.pdf

Déterminants sociaux de la santé et fracture sanitaire dans la Région européenne de l'OMS

Ce premier rapport intermédiaire répond à une étude régionale demandée en juillet 2010 (qui doit s'étendre jusqu'en 2012) par le Bureau Régional de l'Europe de l'OMS sur la fracture sanitaire et les inégalités de santé dans le contexte socio économique et politique actuel et les efforts pour les réduire et construire une nouvelle politique de santé. Les études comparatives réalisées sur les déterminants de qualité et d'inégalités incluent les premières années de vie, l'éducation, l'emploi, la qualité du travail, l'adéquation de la protection sociale, le revenu et l'environnement dans lequel les populations vivent. De nombreux graphiques et de tableaux sur et entre les différents pays (une cinquantaine) qui constituent la Région européenne de l'OMS, illustrent les données relatives à des indicateurs sur l'espérance de vie (selon les pays, des différences de 20 ans pour les hommes et de 12 ans pour les femmes) et permettent de faire des comparaisons sur la mortalité des enfants de moins de cinq ans, de comparer la mortalité prématurée des moins de 65 ans, d'étudier la prévalence de l'obésité, la natalité par couple...

OMS, Bureau régional de l'Europe, septembre 2010, 41 pages. En anglais.

http://www.euro.who.int/data/assets/pdf_file/0003/124464/E94370.pdf

Alcoolisme en Europe en 2010

Ce rapport de situation sur l'alcool et la santé en Europe en 2010 rassemble les dernières données de la Région européenne de l'OMS concernant la consommation d'alcool et ses effets nocifs sur la santé ainsi que les mesures de lutte prises par les différents pays. Il résume la situation régionale dans son ensemble ainsi que le profil des 53 pays composant cette région européenne de l'OMS. De nombreux graphiques et de tableaux illustrent les données relatives à plusieurs indicateurs essentiels provenant de l'étude menée en 2009 sur l'alcool et la santé. Par ailleurs, le rapport donne des repères et des instruments disponibles de l'OMS pour aider les pays dans leur choix stratégique pour lutter contre l'alcoolisme.

OMS, Bureau régional de l'Europe, 2010, 381 pages.

http://www.euro.who.int/data/assets/pdf_file/0004/128065/e94533.pdf

Revue de presse rédigée par Antoinette Desportes-Davonneau et mise en pages par Philippe Ferrero.



téléphone
télécopie
internet

Haut Conseil de la santé publique
14 avenue Duquesne 75350 Paris 07 SP
01 40 56 79 80
01 40 56 79 49
www.hcsp.fr